



**PRÉFET
DE L'AVEYRON**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement**

Unité territoriale Tarn Aveyron

Arrêté n° 2021-02-25-001 du 25.FEV.2021.....

OBJET : mise en demeure en application de l'article L.171-8 du code de l'environnement de respecter les prescriptions applicables
Carrière au lieu-dit « Gourdoux » commune de Brommat
Exploitant : SA TPA

LA PRÉFÈTE DE L'AVEYRON
Chevalier de la Légion d'honneur

- VU** le code de l'environnement, en particulier ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1, L. 514-5 ;
- VU** l'arrêté du 22 septembre 1994 modifié relatif aux exploitations de carrières ;
- VU** l'arrêté préfectoral n° 2004-097-3 du 06 avril 2004 autorisant M. Pierre CHASSANG dont le siège social est situé 3 rue de Samayou - 12600 Mur de Barrez à renouveler l'exploitation à ciel ouvert d'une carrière de basalte au lieu-dit « Gourdoux » sur la parcelle cadastrée section E n° 801 du plan cadastral représentant une superficie de 38 090 m² du territoire de la commune de BROMMAT ;
- VU** l'arrêté préfectoral complémentaire du 2 octobre 2015 autorisant le changement d'exploitant au nom de la société SA-TPA 12 ;
- VU** l'arrêté préfectoral complémentaire du 29 novembre 2017 autorisant le transfert d'autorisation au nom de la SA TPA ;
- VU** l'arrêté préfectoral complémentaire n° 2019-03-20-004 du 20 mars 2019 autorisant la prolongation de 2 ans de l'autorisation d'exploiter ;
- VU** le décret du 29 juillet 2020 portant nomination de Madame Valérie MICHEL-MOREAUX en qualité de préfète de l'Aveyron ;
- VU** l'arrêté préfectoral du 20 juillet 2017 modifié donnant délégation de signature à Madame Michèle LUGRAND, secrétaire générale de la préfecture de l'Aveyron ;
- VU** l'article 10 de l'arrêté préfectoral du 06 avril 2004 susvisé qui dispose :
« [...] des bornes sont mises en place en tous points nécessaires pour vérifier le périmètre de l'autorisation en accord avec l'inspecteur des installations classées pour la protection de l'environnement. L'exploitant doit veiller à ce que ces bornes restent en place, visibles et en bon état jusqu'à l'achèvement des travaux d'exploitation et de remise en état du site » ;
- VU** l'article 11 de l'arrêté préfectoral du 06 avril 2004 susvisé qui dispose :
« [...] L'exploitant met en place des bornes de nivellement rattachées au niveau NGF, en tout point nécessaire pour vérifier les cotes minimales de l'extraction autorisée, et en accord avec l'inspecteur des installations classées pour la protection de l'environnement. [...] » ;
- VU** l'article 13.3 de l'arrêté préfectoral du 06 avril 2004 susvisé qui dispose :
« Le merlon naturel situé au nord-ouest de la carrière sera maintenu en état et les plantations y seront densifiées dans le délai d'un an. [...] » ;
- VU** l'article 13.4.4 de l'arrêté préfectoral du 06 avril 2004 susvisé qui dispose :
« Pendant toute la durée des travaux, l'entretien et le nettoyage du site et de ses abords sont régulièrement effectués » ;

- VU** l'article 15 de l'arrêté préfectoral du 06 avril 2004 susvisé qui dispose :
« Les accès de l'établissement depuis la voie publique sont fermés en dehors des périodes d'activité par une barrière. [...] » ;
- VU** l'article 15 de l'arrêté préfectoral du 06 avril 2004 susvisé qui dispose :
« [...] Les personnes étrangères à l'établissement ne doivent pas avoir accès libre aux installations. L'ensemble du périmètre de la carrière est entouré par une clôture solide et efficace » ;
- VU** l'article 18 de l'arrêté préfectoral du 06 avril 2004 susvisé qui dispose :
« L'accès de toute zone dangereuse des travaux d'exploitation est interdit par une clôture solide et efficace ou tout autre dispositif reconnu équivalent par l'inspecteur des installations classées pour la protection de l'environnement. Le danger est signalé par des pancartes placées, d'une part sur le ou les chemins d'accès aux abords des travaux, d'autre part à proximité des zones clôturées » ;
- VU** l'article 18.1.II de l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 susvisé qui dispose :
« [...] II. Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :
- 100 p. 100 de la capacité du plus grand réservoir ;
- 50 p. 100 de la capacité des réservoirs associés. [...] » ;
- VU** le rapport de l'inspecteur des installations classées en date du 26 janvier 2021, faisant suite à l'inspection réalisée le 20 janvier 2021, transmis à l'exploitant par courrier recommandé avec accusé de réception conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement, afin qu'il puisse faire part de ses observations dans un délai de 15 jours ;

CONSIDÉRANT que lors de la visite en date du 20 janvier 2021, l'inspecteur de l'environnement a constaté les faits suivants :

- Les bornes permettant de vérifier le périmètre d'autorisation n'ont pas pu être repérées sur le terrain ;
- Les bornes de nivellement rattachées au niveau NGF n'ont pas pu être repérées sur le terrain ;
- Les plantations du merlon paysager situées au nord-ouest de la carrière n'ont pas été densifiées ;
- Il a été constaté plusieurs zones de stockage de déchets (déchets métalliques au niveau du bâtiment à l'entrée du site, traverses en bois et cuve en partie inférieure du site). De nombreuses vitres sont dégradées ;
- Lors du départ de l'exploitant, ni le portail ni la barrière d'accès n'ont été fermés ;
- Il est possible d'accéder au carreau de la carrière par un chemin agricole en contrebas de la piste d'accès. La première partie de la piste d'accès menant aux pylônes électriques et au haut des fronts n'est pas clôturée ;
- L'accès au bassin de décantation n'est pas interdit par une clôture ou un autre dispositif équivalent. Le danger n'est pas signalé ;
- Des fûts de graisse et des bidons d'huile sont stockés hors rétention dans le bâti présent à l'entrée de la carrière.

CONSIDÉRANT que ces constats constituent un manquement aux dispositions des articles : 10, 11, 13.3, 13.4.4, 15, 18 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 06 avril 2004 susvisé et à l'article 18.1.II de l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 ;

CONSIDÉRANT que face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L.171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la SA TPA de respecter les prescriptions et dispositions des articles aux arrêtés susvisés afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

SUR proposition de la secrétaire générale de la préfecture de l'Aveyron ;

ARRÊTE

Article 1^{er} :

La SA TPA est mise en demeure de respecter les dispositions des articles 15 et 18 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 06 avril 2004 **immédiatement** à compter de la date de notification du présent arrêté :

- En fermant les accès de l'établissement depuis la voirie en dehors des périodes d'activité.
- En mettant en place les dispositifs permettant aux personnes tiers de ne pas avoir libre accès aux installations.
- En interdisant l'accès au bassin de décantation par une clôture solide et efficace ou tout autre dispositif équivalent et en signalant le danger.

Article 2 :

La SA TPA est mise en demeure de respecter les dispositions des articles 10, 11, 13.3, 13.4.4 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 06 avril 2004 dans un délai de **1 mois** à compter de la date de notification du présent arrêté :

- En transmettant un plan de bornage.
- En mettant en place des bornes de nivellement rattachées au niveau NGF en tout point nécessaire permettant de vérifier les côtes minimales de l'extraction autorisée.
- En réalisant des plantations sur le merlon situé au nord-ouest de la carrière.
- En effectuant un nettoyage du site, notamment au niveau du bâtiment à l'entrée du site, en faisant évacuer la cuve présente en partie inférieure du site et en entretenant les vitres dégradées de différents bâtiments.

Article 3 :

La SA TPA est mise en demeure de respecter les dispositions de l'article 18.1.II de l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 dans un délai de **1 mois** à compter de la date de notification du présent arrêté :

- En mettant en place des rétentions correctement dimensionnées associées au stockage de produits susceptibles de créer une pollution des eaux ou des sols.

Article 4 :

En cas de non-respect des obligations prévues aux articles 1, 2, et 3 du présent arrêté dans le délai prévu par ce même article, des sanctions seront arrêtées, indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées à l'encontre de l'exploitant conformément à l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

Article 5 :

Conformément à l'article L. 171-11 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction.

Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le Tribunal Administratif de Toulouse soit par courrier, soit par l'application informatique télérecours accessible sur le site <http://www.telerecours.fr> dans les délais prévus à l'article R. 421-1 du code de justice administrative, à savoir dans un délai de deux mois à compter de la notification ou de la publication du présent arrêté.

Article 6 :

Conformément à l'article R. 171-1 du code de l'environnement, en vue de l'information des tiers, le présent arrêté sera publié sur le site internet des services de l'État dans le département de l'Aveyron pendant une durée minimale de deux mois.

Article 7 :

La secrétaire générale de la Préfecture, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Occitanie sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture, notifié à la SA TPA et adressé au maire de la commune de Brommat

Fait à Rodez, le **25 FEV. 2021**

Pour la préfète et par délégation
La secrétaire générale


Michèle LUGRAND